

Décision n° 2011-1290
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 3 novembre 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la société Keyyo
(numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Keyyo (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 08-2422 en date du 18 septembre 2008) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société Keyyo, en date du 11 octobre 2011, reçue le 13 octobre 2011, sollicitant l'attribution de 50 000 numéros géographiques ;

Après en avoir délibéré le 3 novembre 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme	Zone de numérotation élémentaire
01 80 30 MC DU	Nanterre
03 52 82 MC DU	Reims
03 52 92 MC DU	Saint-Dizier

Numéros de la forme	Zone de numérotation élémentaire
03 72 55 MC DU	Bar-le-Duc
03 72 92 MC DU	Verdun

sont attribués, jusqu'au 3 novembre 2031, à la société Keyyo (Siren : 390 081 156) pour la fourniture du service téléphonique au public dans les zones de numérotation élémentaires correspondantes.

Article 2 - La société Keyyo acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Keyyo adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Keyyo.

Fait à Paris, le 3 novembre 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI